

NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



PROVISOIRE

E/CN.14/SR.149(IX)
13 février 1969

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Neuvième session
Addis-Abéba, 3-14 février 1969

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA CENT QUARANTE-NEUVIEME SEANCE PLENIERE

tenue à la Maison de l'Afrique, à Addis-Abéba,
le mardi 11 février 1969, à 10 h 30.

Président : M. El Nabi (Soudan)
Secrétaire exécutif : M. R.K.A. Gardiner
Secrétaire : M. H.L. Senghor

SOMMAIRE :

1. Institut africain de développement économique et de planification.
2. Rapport du Comité du recrutement et de la formation du personnel.

Les représentants qui désirent apporter des rectifications au présent compte rendu provisoire sont priés de les transcrire sur deux exemplaires du compte rendu, qu'ils devront faire parvenir le plus tôt possible au bureau du Secrétaire de la Commission. Au besoin, les comptes rendus rectifiés pourront être envoyés par la poste, après la session, au bureau du Secrétaire de la Commission économique pour l'Afrique, P.O.Box 3001, Addis-Abéba, Ethiopie.

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 3, 1862. It is a very important document, as it contains the President's views on the state of the Union and the progress of the war.

2. The second part of the document is a report from the Secretary of the War Department, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the military operations of the Army during the year 1861.

3. The third part of the document is a report from the Secretary of the Navy Department, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the naval operations of the Navy during the year 1861.

4. The fourth part of the document is a report from the Secretary of the Department of the Interior, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the operations of the Department during the year 1861.

5. The fifth part of the document is a report from the Secretary of the Department of the Treasury, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the operations of the Department during the year 1861.

6. The sixth part of the document is a report from the Secretary of the Department of the State, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the operations of the Department during the year 1861.

7. The seventh part of the document is a report from the Secretary of the Department of the War, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the operations of the Department during the year 1861.

8. The eighth part of the document is a report from the Secretary of the Department of the Navy, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the operations of the Department during the year 1861.

9. The ninth part of the document is a report from the Secretary of the Department of the Interior, dated January 10, 1862. It contains a detailed account of the operations of the Department during the year 1861.

INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION
(point 9 de l'ordre du jour) (document E/CN.14/452)

Le SECRETAIRE EXECUTIF, présentant la question, déclare que les principaux points traités dans le rapport de la huitième session du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) (E/CN.14/452), dont la Commission a été saisie, sont le paiement des contributions et les inscriptions à l'Institut. En ce qui concerne le deuxième point, le problème résulte de la répartition inégale du nombre des stagiaires venant des divers pays, ce qui est interprété parfois comme un signe de désintérêt à l'égard de l'Institut. Le rapport fait également état du coût par stagiaire, de l'engagement des stagiaires après leur formation et de la nécessité d'améliorer le climat qui règne à l'IDEP.

Après avoir étudié les observations du Directeur intérimaire de l'IDEP relatives au rapport de la mission du PNUD sur l'IDEP (annexé au document E/CN.14/452), le Conseil d'administration a décidé de demander l'autorisation de la Commission pour présenter une demande d'assistance au PNUD concernant la deuxième phase du programme de l'IDEP. Il a également décidé de demander à la Commission de réaffirmer son appui à l'IDEP et d'approuver la demande qui sera préparée par le Conseil d'administration.

M. AMONOO (Ghana) suggère que la Commission examine tout particulièrement l'alinéa 3 du paragraphe 18 du rapport, qui demande des mesures spécifiques.

M. FALL (Sénégal) appuie sans réserve le rapport du Conseil d'administration de l'IDEP.

Le Gouvernement du Sénégal a fait connaître au Conseil d'administration et au Secrétaire exécutif son intention d'accroître le nombre d'étudiants qu'il envoie à l'Institut - et il demande que tous les Etats membres de la CEA fassent de même - ainsi que les facilités mises à la disposition de l'IDEP

Quant aux méthodes d'enseignement appliquées à l'Institut et mentionnées au paragraphe 19 du rapport de la mission du PNUD, certaines difficultés

à cet égard semblent résulter du fait que la plupart des étudiants ne connaissent pas suffisamment le français et l'anglais - langues utilisées à l'IDEP. Quelle que soit la qualité de l'interprétation, certains éléments échappent inévitablement à l'étudiant, si les cours ne sont pas donnés dans sa propre langue, et c'est pour cette raison que le Gouvernement du Sénégal estime qu'à l'avenir il faudra accorder la préférence aux candidats bilingues. Il estime en outre que la Commission devrait inviter l'UNESCO à développer l'étude des langues en Afrique.

Pour terminer, il dit qu'il rédige un projet de résolution à présenter à la Commission et qu'il serait heureux d'en discuter avec les délégations qui voudraient s'y associer.

M. OLU SANU (Nigéria) estime que le rapport de la mission du PNUD mérite une attention spéciale de la part de la Commission, car il cherche à répondre à des questions importantes, comme celle de savoir pourquoi certains pays africains n'envoient pas de stagiaires à l'IDEP et quelles sont les difficultés auxquelles se heurte l'IDEP. Une des difficultés essentielles est le problème des langues, et M. Olu Sanu pense, comme le représentant du Sénégal, que les étudiants suivant les cours de l'Institut devraient, si possible, être bilingues.

Un autre problème concerne le contenu des cours qui, selon certains, sont trop longs. On a également suggéré que des professeurs d'autres universités africaines soient encouragés à venir à Dakar et à y tenir des cycles d'études avec les étudiants de l'IDEP. L'Institut devra s'adapter aux besoins des Africains, si l'on veut que l'intérêt qu'ils portent à l'Institut se maintienne, d'autant plus que d'autres institutions, telles que la BIRD, offrent des cours analogues en matière de planification du développement. A cette fin, la Commission devrait donc réaffirmer les conclusions du rapport dont elle a été saisie et prendre note des observations du Directeur intérimaire de l'IDEP relatives au rapport de la mission du PNUD.

Il y a également le problème de l'emplacement de l'IDEP. A ce sujet, le rapport dont la Commission est saisie estime qu'il y aurait peut-être

intérêt à ce que l'Institut soit rattaché à la CEA, à Addis-Abéba, comme c'est le cas pour les instituts analogues rattachés à la CEAE0 et à la CEPAL. La délégation nigériane n'a cependant pas l'intention d'insister sur ce point, étant donné que le Gouvernement du Sénégal s'est engagé à accroître les facilités mises à la disposition de l'IDEP.

Pour terminer, M. Olu Sanu propose que la Commission fasse siennes les recommandations figurant au paragraphe 18 du rapport du Conseil d'administration de l'IDEP.

M. ABDELLAH (Tunisie) exprime ses remerciements au PNUD pour l'appui apporté à l'IDEP. Sa délégation a constaté avec satisfaction que le Conseil d'administration de l'Institut avait accepté la recommandation figurant dans le rapport de la mission du PNUD, qui concordait avec la position de la Tunisie à ce propos.

Le PRESIDENT, constatant qu'il n'y a pas d'autres orateurs, déclare que le débat sur ce point sera renvoyé jusqu'à la présentation d'un projet de résolution.

RAPPORT DU COMITE DU RECRUTEMENT ET DE LA FORMATION DU PERSONNEL

(point 15 de l'ordre du jour) (document E/CN.14/CSRT/WP.9)

Le SECRETAIRE EXECUTIF ADJOINT présente la question et attire l'attention sur le rapport présenté par le Comité consultatif du recrutement et de la formation du personnel (E/CN.14/CSRT/WP.9).

La première partie du rapport contient un compte rendu des débats du Comité consultatif, qui ont eu lieu lors des deux réunions qu'il a tenues - en mai 1967 et en janvier 1969 - depuis sa création à l'occasion de la huitième session de la Commission. Un résumé des conclusions et recommandations résultant de ces réunions figure dans la deuxième partie du rapport, qui indique que le Comité consultatif a estimé que les deux principaux objectifs concernant le recrutement du personnel sont l'africanisation du secrétariat et la répartition équitable du personnel selon les langues de travail. En ce qui concerne le premier de ces objectifs, le Comité consultatif a estimé qu'il est essentiel que les Etats membres mettent à la disposition du secrétariat un personnel qualifié et expérimenté (E/CN.14/CSRT/WP.9, page 11, alinéa v)) et il a recommandé que les gouvernements africains soient priés d'établir un système de centralisation et de distribution des circulaires des Nations Unies indiquant les postes vacants (page 12, alinéa vi)). Il a également estimé qu'un programme à long terme est nécessaire en vue du recrutement des jeunes diplômés (alinéa vii)) et qu'il serait difficile de concilier le principe d'universalité des Nations Unies et l'objectif visant à recruter exclusivement les ressortissants de la région pour les commissions régionales. Après avoir réaffirmé le principe de l'africanisation et d'une répartition équitable fondée sur les langues de travail, le rapport propose la création d'un comité consultatif restreint chargé d'aider la section du personnel, ainsi que la prolongation du mandat du comité.

M. LOKO (Dahomey) déclare qu'il existe un certain nombre d'anomalies au sein du secrétariat, qui inquiètent sa délégation. En premier lieu, pas un seul des directeurs des sept divisions de la CEA n'est un Africain noir francophone, et aucune des vingt-deux sections n'est dirigée par un

Africain francophone. Les efforts déployés par le Secrétaire exécutif pour remédier à cette situation depuis la huitième session n'ont guère été fructueux du moins en ce qui concerne les catégories de personnel allant de P.4 à D.1. En ce qui concerne les besoins en personnel expérimenté, la Section du personnel des Nations Unies devrait adopter une attitude plus souple en ce qui concerne les pays francophones, en se rappelant qu'ils n'ont accédé à l'indépendance que depuis peu.

Deuxièmement, il y a la question des diplômes, le secrétariat s'étant fondé au départ sur les exigences du système d'enseignement anglo-saxon. Cependant, la situation a changé, et le secrétariat devrait s'assurer que ses membres francophones ne soient pas lésés à cet égard.

Troisièmement, M. Loko fait remarquer que 14 Africains francophones, 15 Africains anglophones et 12 non Africains ont été nommés à un poste au secrétariat depuis la huitième session de la Commission. Il est évident que certains de ces 12 derniers postes auraient pu être confiés à des Africains francophones ou anglophones. M. Loko admet le principe d'universalité des Nations Unies, mais il pense que ce principe doit s'appliquer au Siège plutôt qu'aux commissions économiques.

Il espère que le Secrétaire exécutif tiendra compte de ces observations qu'il a déjà eu l'occasion de faire lors des réunions du Comité, de façon qu'au moment de la dixième session de la Commission, l'africanisation du secrétariat soit chose faite.

Le SECRETAIRE EXECUTIF déclare que le rapport dont la Commission est saisie, contient certaines autres recommandations qui appellent des observations ou des mesures, par exemple la recommandation selon laquelle le Comité devrait être maintenu. Ensuite, il y a une recommandation selon laquelle un comité consultatif devrait être créé pour aider la Section du personnel. Il prend note de cet avis, mais il ne pense pas qu'un tel comité consultatif soit nécessaire, étant donné qu'il existe une pratique de consultations entre la Section du personnel de la CEA et les directeurs des divisions. En outre, il estime qu'il n'appartient pas à la Commission de donner des directives administratives.

En ce qui concerne la recommandation relative au financement du Comité, étant donné que les Nations Unies ne couvrent pas les dépenses des membres des comités, il ne pense pas que la CEA puisse s'écarter unilatéralement de cette pratique.

A propos de la recommandation selon laquelle les missions spéciales de recrutement devraient, si possible, comprendre un des membres du Comité, il dit qu'il ne sait pas si un tel système serait approuvé par le Siège, étant donné que la Charte précise que ces problèmes sont du ressort exclusif du Secrétaire général.

Passant au problème de l'africanisation du secrétariat, il rappelle qu'il s'est toujours efforcé de trouver des candidats à recommander au Siège, la CEA n'étant pas l'organe qui procède aux nominations. Cependant, dans certains pays, il a été très difficile de trouver des candidats, pour des raisons que ces pays eux-mêmes et leurs Présidents reconnaissent. Plusieurs Africains compétents se sont mis en rapport avec lui, mais leurs gouvernements ont refusé de les détacher. L'objectif d'une africanisation du secrétariat à 75 pour 100 n'a pas encore été atteint, et l'on a estimé en fait que cet objectif n'est pas indispensable.

Le Comité a également recommandé un programme à long terme de recrutement de jeunes diplômés, mais le secrétariat a déjà entrepris ce genre de programme. De même, le Siège fournit déjà à toutes les délégations des renseignements concernant les postes vacants.

Le problème d'une répartition équitale fondée sur les deux langues de travail ne peut pas être résolu en recrutant des ressortissants de pays qui sont déjà sur-représentés au sein du secrétariat, et ce n'est que lorsque tous les pays auront atteint leur contingent qu'il sera possible de dire si l'équilibre a été atteint en ce qui concerne les effectifs. Du point de vue des qualifications, la Commission attend certainement du secrétariat qu'il tienne compte avant tout des compétences, et personne répondant à ce critère n'a jamais été écarté.

Enfin, pour ce qui est du nombre de postes élevés occupés par des Africains, le Secrétaire exécutif fait observer que le secrétariat s'est efforcé de recruter plusieurs personnes de réputation mondiale, qui n'ont

malheureusement pas pu et ne peuvent toujours pas se mettre à la disposition de la CEA. Il n'hésitera pas à placer des personnes qualifiées et expérimentées aux postes où elles pourront servir utilement la Commission, mais, si ces personnes ne sont pas disponibles, le Secrétaire général, qui détient la compétence exclusive en matière de recrutement, ne peut pas faire grand-chose.

M. NEAL (Libéria) déclare que sa délégation considère la CEA comme un organisme technique. Comme tel, elle ne peut pas servir adéquatement les Etats membres si l'on fait intervenir des considérations politiques dans ses activités. Il va de soi que l'africanisation du secrétariat est souhaitable, mais il faut reconnaître certaines limites à cet égard, et il se réfère à ce propos aux paragraphes 17 et 18 du rapport présenté à la Commission.

Il partage l'avis du Secrétaire exécutif selon lequel la Commission ne peut pas agir en dehors de son mandat, et approuve également les observations du Secrétaire exécutif concernant les recommandations visant à financer le Comité et à établir un comité consultatif. Tout en acceptant également les considérations générales relatives à l'africanisation et à l'équilibre linguistique qui figurent dans le rapport du Comité, il pense que l'efficacité et les objectifs à long terme de la CEA qui, il ne faut pas l'oublier, constitue un organisme technique, ne doivent pas être sacrifiés à ces considérations.

M. MALUMBA (République démocratique du Congo) déclare qu'après avoir entendu tous les exposés qui précèdent, il se rend compte des difficultés que rencontre le Secrétaire exécutif pour concilier les critères techniques et les aspects sentimentaux du problème. C'est pour cette raison que, sans vouloir aborder les problèmes fondamentaux, il propose que le mandat du Comité consultatif soit prolongé, de façon que le Secrétaire exécutif puisse profiter de son aide. Un projet de résolution a été rédigé, et il est prêt à en donner lecture à la Commission.

M. OLU SANU (Nigéria) dit que son pays approuve l'objectif fondamental du Comité de voir le secrétariat de la CEA **africanisé** dans une large mesure. Le tableau contenu à l'annexe IV du document montre qu'un nombre assez élevé de non-Africains détiennent des postes de responsabilité alors que la direction générale de la politique économique de la Commission devrait être essentiellement aux mains d'Africains. D'un autre côté, la CEA faisant partie de l'Organisation des Nations Unies, elle doit accepter le principe de l'universalité et le système des contingents pour la répartition des postes des différents grades, de sorte qu'une augmentation du nombre des postes de rang élevé détenus par des Africains à la CEA entraînerait une réduction correspondante du nombre de ceux qu'ils occupent à New York et à Genève. Il ne faut pas oublier que le problème d'une répartition équitable des postes n'intéresse pas seulement l'Afrique, mais tous les Etats membres des Nations Unies. Le Président du Comité consultatif a aussi judicieusement souligné que l'africanisation ne devait pas se faire aux dépens de l'efficacité. Il est, et c'est bien compréhensible, difficile pour des pays qui ont récemment accédé à l'indépendance de se priver des services de personnel technique spécialisé dont ils ont eux-mêmes un si grand besoin. La liste des pays auxquels il a été demandé de détacher du personnel et qui ne se sont pas jugés en mesure de le faire n'a pas été insérée dans le rapport, en raison des objections formulées par certains membres du Comité, mais elle est à la disposition des participants qui voudraient la consulter.

Les articles 100 et 101 de la Charte stipulant que le recrutement est du ressort exclusif du Secrétaire général, la CEA ne peut légitimement passer outre. La délégation nigériane est donc d'accord pour que le Comité consultatif soit reconduit, mais seulement dans les mêmes conditions que précédemment. Un Tunisien, donc un Africain, a été récemment nommé Directeur du personnel au Siège de l'ONU et il faut espérer qu'il mettra sa connaissance des problèmes africains à profit pour servir les intérêts de la CEA.

La délégation nigériane sera favorable à l'avant-projet de résolution mentionné par le représentant de la République démocratique du Congo, à la condition qu'il ne dépasse pas le contenu des déclarations déjà faites sur le sujet.

M. BELAI ABBAI (Ethiopie) déclare que sa délégation approuve en principe l'africanisation de la CEA, mais que cette africanisation ne doit pas se faire aux dépens de l'efficacité du secrétariat ni de son caractère d'universalité. Les services de tout Africain pourvu d'un diplôme universitaire ou d'une formation spécialisée font l'objet d'une vive concurrence entre les institutions gouvernementales ou autres et les entreprises privées, et il convient de ne pas perdre de vue les difficultés rencontrées par le Secrétaire exécutif pour obtenir des Etats membres qu'ils détachent à la CEA du personnel hautement qualifié. Bien que la délégation éthiopienne soit en faveur d'une répartition équitable des postes, tant du point de vue régional que du point de vue linguistique, il convient de ne pas attacher une importance excessive à cette question dans un organe technique et spécialisé comme la CEA, qui est essentiellement destiné à promouvoir le développement économique et social de l'Afrique.

Le secrétariat doit être félicité pour avoir accru le pourcentage du personnel africain de 52,6 pour 100 en 1967 à 62,39 pour 100 au 15 décembre 1968. M. Belai Abbai croit savoir que les renseignements concernant les postes vacants sont normalement communiqués aux ministères des Affaires étrangères et autres ministères compétents des différents pays. Il estime que ces renseignements devraient aussi être publiés dans la presse.

Des efforts doivent être faits afin d'attirer de jeunes diplômés d'universités et autres spécialistes à la CEA, soit pour y faire carrière, soit pour y passer deux à trois ans, après quoi ils pourront retourner dans leurs pays respectifs où la formation qu'ils auront ainsi acquise sera très appréciée.

Le délégué de l'Ethiopie est d'avis que le niveau de recrutement ne doit pas être abaissé, car le fait d'engager un personnel insuffisamment instruit, plutôt que des éléments possédant l'expérience nécessaire pour accomplir le travail requis à la CEA, risquerait d'amener les Etats membres à perdre confiance dans la Commission.

M. Balai Abbai n'a pas d'opinion bien arrêtée sur la question de savoir si le Comité devrait être reconduit. Il pourrait continuer de siéger à titre consultatif, du moment qu'il ne contrevient pas aux principes de la Charte.

La délégation éthiopienne doute que la recommandation du Comité relative au financement soit souhaitable ou nécessaire au stade actuel.

M. AMONOO (Ghana) constate que la Commission a coutume d'adopter des résolutions réclamant à grands cris l'africanisation immédiate de la CEA, mais que ce sont les Etats membres eux-mêmes qui répugnent à se priver des services de fonctionnaires compétents. La délégation ghanéenne espère que le Secrétaire exécutif montrera au moins aux chefs de délégations, la liste des Etats qui n'ont pas voulu détacher à la CEA du personnel qualifié car elle estime qu'à défaut de franche discussion sur cette question, toutes les résolutions sur l'africanisation seront sans valeur. Elle aimerait aussi savoir s'il existe des exemples de candidats qualifiés qui, présentés par leurs gouvernements, n'ont pas été acceptés.

En ce qui concerne le paragraphe xiii) de la deuxième partie du document, la délégation du Ghana ne voit pas pourquoi des pays même sur-représentés aux Nations Unies ne pourraient pas fournir du personnel à la CEA en attendant que d'autres pays soient en mesure de présenter des candidats qualifiés, de manière à réaliser l'africanisation, en particulier dans les grades supérieurs. M. Amonoo espère que toute latitude à cet effet pourra être laissée au Secrétaire exécutif.

M. FALL (Sénégal) remarque que la question de la qualité des Africains recrutés a fait l'objet d'un long débat au Comité. Il est évident que, la plupart des Etats membres n'étant que depuis peu concernés par le développement économique et social, il est difficile, même aux plus développés d'entre eux, de se priver des services d'éléments expérimentés. D'un autre côté, nul ne peut comprendre les problèmes des Africains mieux qu'eux-mêmes, et il est important que le véritable travail de la CEA soit fait par eux. Il est donc regrettable que la plupart des Etats ne présentent, pour les postes de la CEA, que des candidats de deuxième ordre. Cependant, M. Fall appelle l'attention sur les recommandations du Comité concernant la formation. De nombreux candidats, bien que sans expérience, possèdent un diplôme et l'instruction voulue pour pouvoir tirer profit de cette formation. Leur candidature doit par conséquent être soigneusement examinée, et non rejetée pour la simple raison qu'ils manquent d'expérience.

Le programme de formation devrait comprendre des cours de langues, puisque tous les membres d'institutions internationales doivent être capables de parler leurs langues de travail, dont le nombre pourra être porté à trois lorsque leurs frères des colonies portugaises auront obtenu leur indépendance.

Le tableau 4 de l'annexe V fait état de la présence d'un ressortissant sud-africain dans le personnel. Si l'intéressé est un exilé, il conviendrait de modifier la mention de nationalité le concernant, car il est surprenant que le personnel de la Commission comprenne un ressortissant d'un pays qui a été exclu de la Commission.

M. BOTAN (Somalie) estime que, dans l'intérêt de l'africanisation, il y a lieu d'assouplir quelque peu les normes de recrutement en ce qui concerne la catégorie des administrateurs, afin de permettre aux jeunes Africains de cette catégorie de faire l'expérience du travail dans une organisation internationale, mais que ceci ne doit être fait que dans une limite raisonnable.

Il serait reconnaissant au Secrétaire exécutif de fournir la liste des pays avec lesquels on n'a pas pris contact en ce qui concerne le recrutement.

Le SECRETAIRE EXECUTIF indique que le Siège prend régulièrement contact avec tous les pays membres à ce sujet.

M. LOKA (Dahomey) déclare que, contrairement à ce que semblent avoir compris plusieurs délégués, le Comité n'a jamais demandé que l'africanisation s'effectue au détriment de la qualité, mais qu'il faut seulement, entre des candidats de la même valeur, donner la préférence aux Africains et que les non-Africains ne devraient être recrutés qu'à titre provisoire, en attendant que l'on trouve des candidats africains qualifiés. Tout en reconnaissant l'importance des aptitudes, il n'est pas logique de demander aux pays qui sont indépendants depuis moins de dix ans, de proposer des candidats ayant une longue expérience.

Il semble qu'il y ait une certaine confusion sur la portée exacte de la résolution 184(VIII), et il estime préférable de la lire en entier. Après l'avoir fait, il déclare qu'à son avis, le Comité n'a pas outrepassé son mandat.

Il ne pense pas que la création envisagée d'un comité consultatif destiné à veiller aux intérêts du personnel soit irrecevable, puisque des comités de ce genre existent dans la plupart des administrations.

Il est difficile au Comité de travailler sans disposer de tous les renseignements nécessaires, et il a demandé au Secrétaire exécutif de lui fournir la liste des pays qui ont refusé de détacher du personnel à la CEA.

M. Loka estime que la présence de membres du Comité consultatif renforcerait l'autorité de toute mission de recrutement de la CEA.

Il espère donc que la Commission examinera attentivement le rapport et l'approuvera en totalité, parce que ce rapport, qui est le résultat de longues discussions, n'est pas, selon lui anticonstitutionnel.

M. MAGINGA (République-Unie de Tanzanie) déclare que, bien qu'il soit exact que les pays africains éprouvent des difficultés à présenter dans un court délai des candidats expérimentés, les gens ne peuvent acquérir de l'expérience que si on leur en donne la possibilité.

Les puissances coloniales ont toujours dit que les Africains n'avaient pas encore assez d'expérience pour se gouverner eux-mêmes. Et, cependant, ils sont devenus indépendants et s'attaquent à leurs problèmes avec autant de zèle que les pays développés plus expérimentés.

L'efficacité technique n'est pas nécessairement fonction des diplômes. Un individu très au courant des besoins de son pays peut être beaucoup plus utile que quelqu'un qui a obtenu un diplôme trop spécialisé à l'étranger. Les sociologues subissent toujours l'influence de leur culture propre et leur attitude à l'égard des problèmes dépend de leur formation. C'est ainsi qu'en général le comportement des sociologues européens à l'égard des problèmes africains indique un intérêt intellectuel plutôt qu'une identification avec ces problèmes. Un ingénieur de la construction, aussi expérimenté qu'il soit, aura tendance à utiliser l'équipement dont il a l'habitude, sans réfléchir que cet équipement doit être importé, alors que le pays dispose de matériel de remplacement qui est peut-être mieux adapté aux conditions locales.

Certaines des déclarations générales font état d'un manque de confiance des pays africains à l'égard de la CEA. Ce sentiment est dû en partie à la tendance qu'a la CEA de se contenter de produire des documents et d'organiser des cycles d'études dirigés par des experts étrangers à l'Afrique, qui font aux questions qui leur sont posées des réponses qui ne coïncident pas avec l'expérience propre des pays africains. Certains de ces experts en sont encore à travailler au rythme qui était courant au moment de leur entrée

dans une organisation internationale il y a dix ou vingt ans et ne se rendent pas compte du dynamisme de l'Afrique moderne.

Demander l'africanisation de la CEA n'est pas mêler la politique à son organisation, mais est d'une importance vitale pour les peuples africains puisque ce sont ceux qui ont la même expérience qui sont le mieux à même de les aider. Un homme ayant moins de diplômes mais dix ans d'expérience de l'administration locale est plus utile qu'un autre qui a obtenu des diplômes plus élevés à l'aide de manuels écrits par des Européens. Un homme, si expérimenté qu'il soit, mais qui ne parle que l'anglais ou le français, ne peut aider qu'une faible partie de la population, tandis que celui qui parle la langue du pays est capable d'aider tout le monde. M. Maginga ne désire pas plaider pour un abaissement des normes de recrutement, mais il estime que ces normes n'ont pas de grande utilité si elles ne peuvent être traduites en réalités.

On ne parvient pas à l'autonomie à l'aide de grands discours, mais au niveau de la technique. L'Afrique ne désire pas singer les Européens et imiter des méthodes qui ne se sont pas toujours révélées efficaces; elle veut acquérir sa propre expérience et apprendre par ses erreurs.

La délégation tanzanienne est en faveur d'une africanisation rapide du secrétariat et estime que, dans l'état actuel des choses, il est préférable d'avoir un plus grand nombre de fonctionnaires d'un pays africain qui a dépassé son contingent plutôt que de recruter des non-Africains sous le prétexte qu'un pays africain a atteint son contingent, car les gens de toute partie de l'Afrique abordent les problèmes du continent dans le même esprit. Il espère que la CEA va revoir ses normes de recrutement, car le succès de la Commission sera jugé non d'après l'apport des non-Africains mais d'après le nombre d'Africains qui sont à sa tête.

M. MUTTI (Zambie) dit qu'il a très peu de chose à ajouter à la déclaration de l'orateur précédent, si ce n'est pour soutenir le délégué du Dahomey qui a attiré l'attention sur l'impression que le Comité pouvait donner d'avoir dépassé son mandat. Sa délégation estime que le rapport et les recommandations du Comité sont tout à fait conformes à son mandat, surtout en ce qui concerne le titre et les paragraphes 3 et 5 de la résolution 184(VIII).

Le Comité n'oublie pas les difficultés qu'éprouvent certains pays à trouver des candidats aux postes de la CEA. Comme l'ont déclaré les orateurs précédents, le manque de personnel est la raison pour laquelle certains pays ne peuvent pas être autonomes.

Il est évident que les Africains sont mieux qualifiés pour comprendre et résoudre les problèmes de leur continent que les experts d'autres pays, dont beaucoup sont d'anciens fonctionnaires coloniaux qui, dans certains cas, se méfient encore de l'indépendance africaine. Il est donc vital d'africaniser la CEA.

On a attiré l'attention du Comité sur le fait que la représentation africaine dans les trois autres commissions régionales est négligeable et que, cependant, elles ne sont pas pour cela accusées de défaut d'universalité.

La délégation zambienne appuie formellement l'affirmation du représentant du Dahomey selon laquelle le rapport prouve que le Comité a exécuté ses instructions, et elle appuiera ce rapport à moins que des modifications importantes y soient apportées.

Le SECRETAIRE EXECUTIF déclare que le rapport contient certains points contestables. En premier lieu, la suggestion faite au paragraphe xiii) b) de la partie II du rapport va à l'encontre des dispositions de diverses résolutions de l'Assemblée générale et ne sera probablement pas étudiée d'une manière bienveillante par le Siège de l'Organisation des Nations Unies. En second lieu, il est improbable que la suggestion faite au paragraphe xiv) soit retenue au Siège, car le Secrétaire général, agissant conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 100 et 101 de la Charte des Nations Unies, constitue les missions de recrutement à l'aide de membres de son Secrétariat. En troisième lieu, conformément à diverses résolutions de l'Assemblée générale, les dépenses des membres d'un comité ne peuvent pas être payées par l'Organisation des Nations Unies; il serait donc déraisonnable de penser que le Siège approuvera la suggestion contenue au paragraphe xv). Quatrièmement, la suggestion du représentant du Dahomey relative à un comité consultatif chargé de défendre les intérêts des fonctionnaires n'est pas claire. Qui ferait partie de ce comité - des membres de la Commission ou des membres du personnel?

Il faudrait donc supprimer ces points ou les modifier de manière qu'ils soient conformes à la pratique des Nations Unies.

M. GOWA (Ouganda) déclare qu'il est admis généralement que le personnel de la CEA sera africanisé et que de jeunes diplômés des universités devront avoir la possibilité d'acquérir de l'expérience en travaillant à la Commission. L'un des sujets controversés est la façon dont la Commission peut être mise en mesure de prendre une part plus active au recrutement du personnel. M. Gowa est d'accord avec le Secrétaire exécutif pour estimer qu'à moins de modifier les paragraphes xiv) et xv) de la partie II, la Commission empiètera sur les prérogatives du Secrétaire général. Il semble donc qu'il soit nécessaire de supprimer ces paragraphes.

Quant au paragraphe xvii), M. Gowa convient que le Comité doit être reconduit. Peut-être y aurait-il lieu cependant de décider qu'un certain nombre de membres du Comité se retireraient chaque année et seront remplacés par des représentants d'autres pays; ainsi, tous les Etats membres pourraient se familiariser avec les travaux du Comité. La délégation ougandaise espère que le paragraphe xvii) pourra être amendé dans ce sens. Elle appuie la proposition selon laquelle la CEA devrait organiser des cours de langues pour ceux des membres du personnel qui ne possèdent pas à fond les deux langues de travail.

M. BOTAN (Somalie) explique que la question qu'il a posée au début de la séance concerne les activités de la CEA, et non celles des Nations Unies.

M. MALEKOU (Gabon), rappelant que le représentant de la République démocratique du Congo a déclaré qu'il allait présenter un avant-projet de résolution sur le sujet, propose de suspendre toute discussion jusqu'à ce qu'on dispose du texte de cette résolution.

Le PRESIDENT suggère que le représentant de la République démocratique du Congo donne lecture du texte qu'il propose.

M. MALUMBA (République démocratique du Congo) donne lecture de l'avant-projet de résolution rédigé par sa délégation (E/CN.14/L.357).

M. FAILL (Sénégal) déclare qu'en raison de l'importance du sujet, il faut renvoyer l'examen du projet de résolution jusqu'à ce que le texte soit disponible dans les deux langues de travail de la Commission. En attendant, la Commission pourrait examiner le projet de résolution présenté par les délégations de la République démocratique du Congo, du Ghana, du Sénégal et du Soudan sur l'Institut africain de planification et de développement (E/CN.14/L.356).

M. SALIM (Tchad) déclare que le fait que son rapport ait provoqué tant de discussions prouve que le Comité a accompli sa tâche d'une manière satisfaisante. On pourrait, en fait, soutenir que le rapport a été présenté par la Commission tout entière, car il n'est pas un seul pays membre qui ne soit en faveur de l'africanisation du personnel de la CEA. Certaines délégations ont attiré l'attention sur la nécessité de respecter le principe d'universalité des Nations Unies. Le Comité a tenu compte de ce principe et, après une longue discussion, a décidé qu'il n'est pas nécessaire de fixer à 75 pour 100 l'objectif à atteindre pour le nombre de membres africains et que des fonctionnaires originaires d'autres régions pourront être admis en nombre raisonnable. Il convient de remarquer à ce sujet que tout le personnel de la CEAEO et de la CEPAL est recruté dans les régions intéressées. Il n'est pas encore possible de procéder à une africanisation à 100 pour 100, car les pays africains ne sont pas indépendants depuis assez longtemps pour pouvoir fournir à la CEA les experts nécessaires, mais il faut faire un effort pour obtenir qu'une limite raisonnable soit fixée au nombre des fonctionnaires recrutés dans d'autres régions.

Il serait fâcheux que l'allusion à la nécessité d'établir un équilibre linguistique au sein du personnel donne l'impression que les Africains francophones et les Africains anglophones luttent pour obtenir des parts égales d'un même gâteau. Ce n'est pas le cas. Cependant, ce qui est absolument certain, c'est qu'un Africain francophone est mieux à même de comprendre les problèmes qui se posent aux pays africains francophones. La même chose est vraie des Africains anglophones en ce qui concerne les pays africains anglophones. C'est la raison pour laquelle le Comité, tout en insistant sur la nécessité d'observer certaines normes, a recommandé que des efforts soient faits pour atteindre un équilibre linguistique dans le personnel. On n'a pas méconnu le système des contingents des Nations Unies. Le Comité a toutefois recommandé que, pour accélérer l'africanisation, ce système fonctionne d'une façon moins rigide à la CEA que dans les autres organes des Nations Unies. Il ne semble pas y avoir de raison, par exemple, de s'opposer à ce qu'un pays

dont le contingent est rempli ne continue pas à fournir des fonctionnaires à la Commission jusqu'à ce que les pays ayant moins de fonctionnaires compétents soient en mesure de remplir leurs obligations à l'égard de la CEA. Il ne faut donc pas que la Commission décide de supprimer le paragraphe xiii) sous prétexte que les suggestions qu'il contient sont inacceptables pour le Siège. Il faut plutôt soutenir la recommandation du Comité et la soumettre à l'examen du Conseil économique et social, car ce n'est qu'après qu'il aura étudié le rapport du Conseil sur la question que le Secrétaire général pourra décider s'il convient ou non d'assouplir à titre exceptionnel le système des contingents. De même, les propositions contenues aux paragraphes xiv) et xv) doivent aussi être soumises au Conseil, qui pourra, là encore, à titre exceptionnel, recommander des dérogations aux clauses des résolutions auxquelles le Secrétaire exécutif a fait allusion.

La délégation du Tchad suggère donc que la Commission approuve le rapport tel qu'il a été rédigé par le Comité. Elle soutient également l'avant-projet de résolution lu par le représentant de la République démocratique du Congo et approuve les observations faites par les représentants du Dahomey et de la Tanzanie.

M. KOUKA-GANGA (République centrafricaine) déclare que la création d'un comité consultatif permettrait au Secrétaire exécutif de tenir compte des opinions de la Commission lorsqu'il s'occuperait de questions de recrutement et de personnel. Il est exact que la Commission n'a pas le pouvoir de donner des instructions d'ordre administratif au secrétariat, mais il ne faut épargner aucun effort pour que la solution des problèmes africains soit recherchée par des personnes bien au courant des réalités africaines. Il faut donc espérer que, bientôt, 75 pour 100 au moins des fonctionnaires de la Commission seront des Africains.

Il semble que le Secrétaire exécutif ait voulu défendre l'argument selon lequel seules les personnes ayant de l'expérience devraient être recrutées comme membres du personnel. Il convient cependant de remarquer que de jeunes diplômés occupent souvent des postes importants dans leur pays d'origine et pourraient tirer grand profit d'une période de services à la CEA.

L'expérience confirme la conviction de sa délégation selon laquelle il devrait y avoir un équilibre linguistique au sein du secrétariat de la Commission. Il appartient au Secrétaire exécutif de faire en sorte que le vœu de la Commission à ce sujet soit satisfait. Il est réconfortant de remarquer à ce sujet que le nouveau chef du personnel au Siège de l'ONU est un Africain francophone.

M. MALUMBA (République démocratique du Congo) espère que l'absence du Secrétaire exécutif ne signifie pas qu'il ne prend pas au sérieux les discussions de la Commission.

Le PRESIDENT fait observer que ces discussions seront relatées dans le compte rendu de la séance, qui sera lu par le Secrétaire exécutif. Il propose que la Commission examine à sa séance du lendemain le projet de résolution présenté par la République démocratique du Congo.

M. FALL (Sénégal) demande pourquoi le projet de résolution E/CN.14/L.356 ne peut être examiné à cette séance.

Le PRESIDENT explique qu'aucun des textes des projets de résolutions E/CN.14/L.356 et E/CN.14/L.357 n'est disponible dans les deux langues de travail de la Commission, mais qu'ils le seront le lendemain.

M. LOKO (Dahomey) déclare qu'il n'y a pas de raison pour que les projets de résolutions ne soient pas distribués ce même jour. Il demande formellement que ces textes soient disponibles pour une séance de la Commission dans l'après-midi.

La séance est levée à 13 h 30.

